

Taras, David and Goldberg, David (Eds). *The Domestic Battleground. Canada and the Arab-Israel Conflict*. Montréal, Mc-Gill-Queen's University Press, 1989, 258 p.

A. Moussally

Volume 21, Number 3, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702726ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702726ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Moussally, A. (1990). Review of [Taras, David and Goldberg, David (Eds). *The Domestic Battleground. Canada and the Arab-Israel Conflict*. Montréal, Mc-Gill-Queen's University Press, 1989, 258 p.] *Études internationales*, 21(3), 643-645. <https://doi.org/10.7202/702726ar>

Bien que certaines de ses recommandations aient perdu de leur signification à la lumière des récents événements, deux d'entre elles demeurent tout à fait pertinentes: les Américains devraient reconnaître la souveraineté du Canada sur les eaux du Passage du Nord-Ouest; et pour marquer, en 1990, le cinquantième anniversaire de la Commission permanente mixte de défense, le Premier ministre et le Président des États-Unis devraient demander à cette commission de produire un rapport sur les ententes militaires existantes, ce afin de dissiper la confusion qui règne des deux côtés à propos des liens bilatéraux en matière de défense.

Bien que l'article de Sokolsky ait une certaine utilité, le *Twentieth Century Fund* devrait lui demander de le mettre à jour, ce qui serait souhaitable pour les étudiants qui, au Canada et aux États-Unis, travaillent sur les relations canado-américaines.

Keith R. GREENAWAY

*Brigadier général à la retraite*  
*Ministère de la Défense nationale, Ottawa*

TARAS, David and GOLDBERG, David (Eds). *The Domestic Battleground. Canada and the Arab-Israel Conflict*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1989, 258p.

La politique canadienne au Proche-Orient intéresse, en particulier, la communauté juive qui, pour l'infléchir en faveur d'Israël, doit rationaliser son action et éviter les erreurs du passé. Cet ouvrage collectif vise à fournir des renseignements utiles à la défense de cette cause. Il comprend trois sections. La première traite des intervenants locaux et du rôle qu'ils ont joué dans le débat sur la politique canadienne au Moyen-Orient. La deuxième examine le processus de prises de décision

à Ottawa et la performance de différents leaders et institutions. La dernière présente une discussion entre l'historien Irving Abella et le politologue John Sigler au sujet des grandes orientations de la diplomatie canadienne dans la région, de l'influence des groupes d'intérêt locaux sur la politique et des initiatives qui pourraient être prises à l'avenir.

Les auteurs jugent utile de rappeler à la communauté juive que c'est le groupe sioniste qui a initialement oeuvré en vue de la reconnaissance d'Israël. À l'époque, MacKenzie King ne se souciait pas des intérêts juifs et prenait ses décisions en fonction des facteurs internationaux. Mais la création de l'État d'Israël en 1948 allait transformer la vie juive au Canada et propulser la communauté dans une intense activité politique. Son engagement en argent et prestige, tout important qu'il ait été, restait marginal et peu efficace.

C'est que banques et corporations menaient une campagne pour influencer sur la politique extérieure en faveur de ce qu'elles imaginaient être les demandes arabes plutôt qu'en fonction de la réaction des États arabes. Vers la fin des années 60 et le début des années 70, l'Église Unie du Canada et la communauté juive se querellèrent à propos de leurs positions respectives concernant le conflit israélo-arabe. Cet incident montre à quel point une question de politique étrangère peut avoir d'impact sur les relations intercommunautaires, sans pour autant impliquer le gouvernement canadien.

Plus loin, on tente d'évaluer entre 1973 et 1988 le degré de satisfaction de quatre constituants locaux:

- 1) La communauté juive;
- 2) Les organisations arabes;
- 3) Les hommes d'affaires;
- 4) Les bureaucraties des Affaires extérieures.

Les résultats obtenus soulèvent une controverse. Toujours est-il que les groupes

arabes mal organisés, obtiennent une plus grande satisfaction que la communauté juive. Alors que les bureaucrates détiennent un pouvoir considérable, ils ne peuvent tenir ce pouvoir pour acquis ou assumer que leurs positions seraient complètement reflétées dans les décisions finales.

Cette première partie omet de faire état du point de vue de la communauté canado-arabe. Les auteurs prétendent en être conscients et justifient ce manque par leur échec de susciter la contribution d'un chercheur arabe de qualité alléguant que la communauté arabe du Canada est un amalgame hétéroclite de communautés distinctes de par leurs histoires, leurs modèles d'émigration, leurs traditions religieuses et leurs attitudes concernant la politique. Et comme pour étayer leur thèse, ils donnent l'exemple de la communauté maronite du Liban qui ne partage pas les mêmes vues que les Palestiniens et celui des maghrébins qui ne sont pas toujours solidaires avec les gens du Machrek. Qui plus est, le fossé des générations et la primauté de l'économie auraient, selon eux, entravé la naissance d'un lobby arabe à Ottawa.

Tous ces arguments ne résistent pas à l'examen. En premier lieu, les exemples d'ouvrages collectifs où les deux thèses sont présentées ne manquent pas. Professeurs et chercheurs arabes sont bien représentés dans les universités canadiennes. Par ailleurs, souligner l'hétérogénéité de la communauté arabe frise la malhonnêteté intellectuelle, car aucune communauté ethnique, la juive y comprise, ne peut prétendre au monolithisme idéologique.

À l'amalgame des communautés arabes, on peut opposer l'amalgame des communautés juives. Les partisans de Paix Maintenant sont en rupture de ban avec les tenants du Grand Israël. Un Kahane et un Peled n'épousent pas nécessairement les mêmes opinions. Que dire aussi de l'op-

position entre eshkenases et sépharades et que fait-on des dizaines de groupes de dissidents juifs?

La deuxième partie du livre traite du niveau gouvernemental. Les rôles joués par le Parlement, le ministère des Affaires extérieures, les médias, les concepteurs de la politique étrangère tels que Lester Pearson, Joe Clark et Brian Mulroney. La diplomatie canadienne durant la période de la création de l'État d'Israël donne lieu à plusieurs interprétations. Selon Hilmer, Pearson joua un rôle critique que ce soit au sein du gouvernement ou aux Nations Unies. Il fut capable d'imposer son empreinte sur la politique adoptée, bien qu'il ne fût pas à l'aise avec les compromis ou l'héritage laissé aux deux parties du conflit. Pour Pearson, une solution même imparfaite était préférable à l'absence de solution. La promesse de Joe Clark de déménager l'ambassade canadienne de Tel-Aviv à Jérusalem serait l'oeuvre de membres du parti conservateur et non de la communauté juive. Mais le poids des corporations et les réactions d'outre-mer eurent finalement raison du projet politiquement dommageable de Joe Clark au point que celui-ci a dû céder.

David Dewitt et John Kirton analysent les relations entre les membres du parlement et la couverture médiatique durant l'invasion israélienne du Liban. Ils avancent que les perceptions des politiciens étaient embrouillées par les nouvelles sensationnalistes, politiquement biaisées et fondées sur des sources non canadiennes. L'étude contient un avertissement aux politiciens et au public de ne pas prendre les médias comme seule source d'information. L'alternative proposée ne sert qu'à noyer le poisson par un déluge de déclarations qui visent à semer le doute et à faire dévier le débat. La violation des droits internationaux par l'armée israélienne, le débordement de la campagne « Paix sur la

Galilée » jusqu'à Beyrouth, la déportation de milliers de Libanais vers les camps de concentration en Israël, la mort de plusieurs prisonniers sous la torture, la responsabilité d'Israël dans les massacres de Sabra et de Shatila ont porté un dur coup à l'image du gouvernement israélien aux yeux du public canadien qui n'a que faire des subtilités rhétoriques des inconditionnels du sionisme.

*L'intifada* fait l'objet d'une analyse par David Goldberg et David Taras qui s'attardent sur l'étude des réactions canadiennes. Leur article fait le point sur l'élaboration de la politique gouvernementale, en particulier, les différentes visions formulées par Mulrony et Clark. Il y est question des réactions de la communauté juive au traitement israélien du soulèvement, de la couverture médiatique et du discours de Clark où il condamne la politique israélienne.

Une discussion entre deux experts de la politique canadienne au Moyen-Orient clôt le livre. Elle met groupes, institutions et événements dans un contexte plus large et fait état du triomphe de la continuité. Abella met l'accent sur l'engagement moral du Canada pour la survie d'Israël et soutient que cet appui ne doit pas être ébranlé. L'objectif déclaré du livre est de sensibiliser le lecteur aux enjeux que les Canadiens ont dans le conflit du Moyen-Orient et, au besoin, d'agir en vue d'influer sur la position politique que le Canada projette d'exercer. Pour atteindre ce but, les auteurs ne s'offusquent pas d'occulter certains faits historiques, voire de faire montre d'une certaine arrogance qui risque de déplaire aux Canadiens.

A. MOUSSALLY

*Département d'études littéraires  
Collège militaire royal de Saint-Jean, Québec*

## FRANCE

ADDA, Jacques, SMOUTHS, Marie-Claude. *La France face au Sud: Le miroir brisé*. Paris, Éditions Karthala, 1989, 368p.

Les travaux sur les relations Nord-Sud sont de plus en plus nombreux. Il est vrai que certains d'entre eux ont peu de mérite parce que n'offrant rien de nouveau sur l'essentiel du débat. Au nombre de ceux qui ont fait preuve d'honnêteté intellectuelle et de rigueur d'analyse figure sans aucun doute *La France face au Sud: Le miroir brisé*, de Jacques Adda et Marie-Claude Smouts.

Dès la première page, les fondements des relations Nord-Sud sont résumés en une phrase: « Le travail et les rêves, la souffrance et le profit, la compassion et le cynisme, les coups médiatiques et le dévouement obscur: le Nord-Sud, c'est aussi cela ». C'est là l'essentiel à partir duquel les deux auteurs analysent la place et le rôle de la France face au Sud.

Le Sud est d'abord pour la France « le lieu où l'on exprime les deux axiomes au cœur de l'imaginaire national: la France est une grande puissance mondiale parce que son message est universel; la France est une puissance politique parce qu'elle est présente partout dans le monde », (p. 8). C'est comme un désir continu de chercher un espace où la France peut projeter sa grandeur et cette quête est partagée par l'ensemble de la classe politique; et c'est pourquoi, selon les deux auteurs, elle se targue d'être le pays qui a le mieux compris les revendications du Tiers monde.

Pour la France, le Sud est un champ d'action privilégié. Ainsi grâce à l'aide et à la coopération, Paris a pu transformer un espace de souveraineté en zone d'influence.